

ENSEMBLE

LA LETTRE D'INFORMATION

Bimensuelle | mi Mars 2011 - N° 11

Région Rhône-alpes
★ GROUPE
**FRONT
DE GAUCHE**

ENSEMBLE, Communistes, Parti de Gauche,
Gauche Unitaire et Partenaires



Edito
par Gilles RAVACHE,
président de groupe

HALTE AUX EXPULSIONS

La trêve hivernale se termine, les pratiques barbares des expulsions locatives vont reprendre.

Expulser du logement est inhumain, c'est jeter à la rue des personnes, parfois des familles. Comme souvent dans cette société inégalitaire on transforme impitoyablement les victimes de la misère en coupables.

Dans notre seule région 400.000 personnes sont mal-logées auxquelles s'ajoutent 800 à 900.000 habitants touchés par des problèmes de logement. Plus de 350.000 rhônalpins n'ont qu'un minimum social pour vivre (moins de 500 € par mois pour le RSA).

La crise du logement connue depuis des années ne se résout pas, elle s'aggrave. Les prix à la location, comme à l'achat continuent de flamber, poussés par la spéculation (la pierre doit être un placement juteux), la politique gouvernementale qui aide plus les propriétaires privés que le logement social et la réduction des moyens des offices HLM.

De nombreuses communes, souvent dirigées par des maires communistes, prennent des arrêtés interdisant les expulsions sur leur territoire.

Le groupe Front de gauche est solidaire des familles menacées et au côté de ces élus courageux. Le Conseil régional devrait les appuyer. Il pourrait déclarer la région hors expulsions locatives.

Il soutient également la proposition de loi des sénateurs communistes et parti de gauche qui :

- définit le droit au logement comme un droit universel, accessible à tous, peu importe leur situation juridique sur le sol français ;
- interdit le recours par le préfet à la force publique dans une procédure d'expulsion locative ;
- interdit toute expulsion de personne reconnue prioritaire par les commissions du Droit au logement opposable (DALO).

En effet le logement doit cesser d'être une activité à but lucratif pour devenir un droit. Le droit d'avoir un toit.

**Interview de
Dominique BUCCHINI
Président de
l'Assemblée de Corse
en dernière page de ce numéro**



Sommaire :

-Edito.....	p.1
-Eco & emploi.....	p.2
-Transport.....	p.3
-International.....	p.4
-Interview.....	p.5

Contact :

Groupe Front de Gauche,
Ensemble, Communistes, Parti de
Gauche, Gauche Unitaire et
Partenaires

Région Rhône-Alpes
78 route de Paris BP 19, 69751
Charbonnières les Bains
Tel : 04 72 59 40 79
Fax : 04 72 59 44 67

Site Internet:
www.frontdegauche-rhonealpes.fr
E-mail : vguillotin@rhonealpes.fr

**VISITEZ NOTRE
NOUVEAU
SITE
INTERNET***

www.frontdegauche-rhonealpes.fr

* peut rencontrer des difficultés
momentanées sur Internet Explorer 7,
privilégiez un autre navigateur

STRATEGIE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'INNOVATION (SRDEI)

EXPLICATION DE VOTE D'ELISA MARTIN, CO-PRÉSIDENTE DU GROUPE



La construction du vote de ce schéma est quelque chose d'assez difficile et je vais vous expliquer pourquoi.

Nous avons finalement beaucoup travaillé ensemble : service public comme outil de développement, la charte d'engagement réciproque qui s'applique de manière transversale ; cela a été dit de manière fort juste, c'est très bien. On peut même dire que certains aspects ont été écrits collectivement.

Une notion a émergé, celle de coopération à l'international entendu à l'opposé d'une vision d'un développement à l'international correspondant à une logique prédatrice à l'égard des économies locales.

Cet aspect nous apparaissent d'autant plus important que Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, veut encourager – dit-il pudiquement, ce qui veut dire payer – les régions à développer des cellules de soutien à l'export en faveur des PME comme si y compris, mais cela nous l'avons déjà dit, une PME était de fait, par nature, en soi, parée de toutes les vertus.

Toujours ce fameux Pierre Lellouche qui transforme les ambassadeurs en VRP – je n'en dis pas plus au vu du contexte – qui veut mettre l'accent sur l'agroalimentaire, or, nous savons très bien quel danger cela représente pour les agricultures locales dans le monde. Cela les détruit, les fragilise en inondant leurs marchés

avec nos produits et c'est aussi cela qui explique les centaines de réfugiés de part le monde ; bref nous ne pensons pas que nous ayons à faire les devoirs du gouvernement et cela au nom des 90 000 PME qui sont concernés en France, étant entendu que cela correspondrait environ 120 000 emplois créés ou conservés. Les statistiques de l'Etat manquent de précision en la matière.

Il est bien évident que pour l'UMP le débat sur les types de croissances, les mesures de richesses sont tout à fait lunaire ; bonjour la stratégie...

Si je reviens aux besoins des PME, à l'instar de mon groupe je crois que le problème est effectivement l'accès au financement, plus qu'à l'innovation sans doute d'ailleurs.

Je reviens donc à mon exemple du développement à l'international. Nous avons écrit ensemble être dans une logique de coopération, me semble-t-il telle que je l'ai défini à l'instant.

C'est dans ce contexte que sont intervenus ce matin en Commission Permanente les votes pour ERAI [ndlr : Entreprise Rhône-Alpes International, « bras armé de la Région pour le développement économique à l'international et le renforcement de l'attractivité de Rhône-Alpes »], les PDI [ndlr : Plan de Développement à l'international] et autres soutiens aux CCI. J'ai posée la question des bilans d'ERAI, de celui de Shanghai 2010 aussi au passage, je pense que cela pourrait avoir du sens.

Je n'ai eu aucune réponse et le vote c'est déroulé.

Partant du principe qu'il n'existe pas d'amour mais que des preuves d'amour, ne pouvant pas remettre en cause les aspects positifs nous préférons à cette étape nous abstenir [Elisa Martin, Armand Creus et Corinne Morel-Darleux] de façon prudente et poursuivre les débats en commission et aux travers de nos votes des rapports en CP.

EGALITÉ FEMMES/HOMMES DÉLÉGATION DE CÉCILE CUKIERMAN



La synthèse des huit rencontres préparatoires se déroulait à Charbonnières le 8 mars dernier, à l'occasion de la journée de la femme.

Ce travail donnera lieu à la 1ère quinzaine de l'égalité femmes-hommes du 7 au 21 octobre 2011.

Retrouvez plus d'informations **en cliquant ici**



HAUSSE DE L'ESSENCE ET DES CARBURANTS, LES ARDÉCHOIS PAIENT LA NOTE :

LE GOUVERNEMENT DOIT ASSOUPLIR LES TAXES !

INTERVENTION DE FRANÇOIS JACQUART,

Les révolutions de l'autre côté de la Méditerranée font le bonheur des compagnies pétrolières et du Gouvernement.

Les uns font grossir leurs profits. L'Etat, lui, engrange des recettes supplémentaires dues aux taxes calculées en pourcentage sur le prix du carburant à la pompe.

Pendant ce temps là, les Ardéchois, qui se chauffent et qui n'ont pas d'autres choix que d'utiliser leur voiture, paient l'addition.

Le pouvoir d'achat, déjà, entamé par les hausses de l'électricité et du gaz notamment, est en chute libre.

L'Argent dépensé dans la hausse des carburants (en moyenne 200€ de plus pour un domicile

travail de 50Km A/R par jour) et 150€ pour 1000 litres de fioul pour se chauffer) ne va pas à la consommation quotidienne et va encore freiner la reprise de l'économie donc de l'emploi.

Le Gouvernement doit donc diminuer les taxes en rétablissant la TIPP flottante (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui ne répercute pas la hausse des carburants sur les taxes récupérées par l'Etat ou bien crée, au moins, une TVA sociale sur les carburants pour le chauffage et les trajets domicile travail, lorsque les transports collectifs font défaut.

Dans le même temps, la transparence sur les profits réalisés par les compagnies doit être faite et le Gouvernement doit intervenir pour bloquer la dérive.

Les Ardéchois, dont le nombre de véhicules nécessaires par famille reste un des plus élevés de notre pays malgré les efforts qu'il faut poursuivre pour améliorer les transports collectifs, ne peuvent continuer à être « pompés » plus longtemps.

J'en appelle aux Parlementaires de notre Département pour qu'ils interpellent le Gouvernement et soutiennent le besoin de mesures sociales sur le prix des carburants.

LE 10 MARS, LES CHEMINOTS SE MOBILISAIENT POUR DÉFENDRE L'ACTIVITÉ FRET SNCF, NOUS LEUR RENOUVELONS NOTRE SOUTIEN



par Danielle LEBAIL,

En France de 2000 à 2009, le transport ferroviaire de marchandises n'a cessé de régresser, passant de 58 à 33 milliards de tonnes kilomètre.

La part modale du Fret ferroviaire a reculé de 22 % en 2000 à 14 % en 2009, mettant des millions de camions sur les routes.

La désorganisation engendrée par les plans Fret successifs est mortifère pour l'emploi dans l'activité

Fret SNCF dont les effectifs ont chuté de 30% en quatre ans.

C'est le fruit d'une politique délibérée, dictée par l'Europe et ses paquets, dont le seul axe est la « concurrence libre et non faussée », soutenue sans vergogne par notre gouvernement qui n'a qu'une idée en tête : casser le service public SNCF.

Cette politique catastrophique va à l'encontre des décisions législative du Grenelle de l'environnement. C'est encore la route qui se développe au détriment du rail et de l'environnement.

Nous demandons des actes forts rompant avec cette logique en développant le service public Ferroviaire Fret.

Il faut mettre à niveau les infrastructures en développant le réseau pour libérer de nouveaux sillons pour le Fret notamment en construisant le contournement ferroviaire de Lyon.

INTERNATIONAL

CATASTROPHE AU JAPON, LA SOLIDARITÉ AVANT TOUT

PAR GILLES RAVACHE,



Face à l'ampleur de la catastrophe qui touche le Japon, face au terrible drame humain qui touche ses habitants, les élus du groupe Front de Gauche Rhône-Alpes tiennent à exprimer toute leur solidarité et leur soutien au peuple japonais.

Nous sommes face à une situation dont les conséquences humaines et environnementales ne sont pas encore mesurables mais qui risquent d'être considérables pour le pays. Destruction de raffineries et d'usines chimiques, viennent s'ajouter aux problèmes nucléaires.

Le pays, encore en état de choc malgré le sang froid de ses habitants, reste en suspens des répliques sismiques et de la menace nucléaire qui s'aggrave d'heure en heure. La série d'accidents qui s'est produite dans les centrales de Fukushima fait redouter le pire et la crise nucléaire risque de succéder à la catastrophe naturelle.

L'heure est à la solidarité

L'urgence est de porter secours aux populations, de sauver des vies humaines tant qu'il est encore possible de le faire, de les protéger et de les soigner. Il est fondamental que l'aide internationale et celle des équipes spécialisées françaises se poursuivent et que nous apportions toute l'aide possible pour venir

en aide aux populations.

La situation des installations nucléaires est plus qu'alarmante et les autorités japonaises doivent fournir toutes les informations dans la transparence. Dans de nombreux pays, un sentiment de panique sur la question du nucléaire provoque l'emballement. Nous mesurons l'inquiétude qui s'exprime dans la population française, elle est légitime et justifiée. Malgré tout, il n'est jamais serein de débattre sous le coup de la panique et de l'émotion. Cela ne donnant lieu qu'à des mesures hâtives et déraisonnées. C'est ce que fait le gouvernement Sarkozy lorsqu'il instrumentalise faits divers et crises sociales...

Un débat sur le nucléaire est réellement nécessaire, il devra être mené avec les populations par le biais d'une consultation citoyenne. Il devra tenir compte:

- du processus de privatisation d'EDF qui conduit à une prise de risque sur la sécurité
- des spécificités des types de centrales et des zones concernées
- du nécessaire effort de transparence des autorités de sûreté nucléaire
- de la nécessité d'une maîtrise publique et démocratique de la production et de la distribution.

Un débat national sur la politique énergétique et le nucléaire devra être mené et conclu par un référendum populaire. Un contrôle indépendant et citoyen doit permettre d'assurer la transparence. La gestion publique doit garantir l'indépendance de l'expertise, la qualité de réalisation des installations et de leur exploitation. Les salariés qui travaillent dans le domaine y compris les sous-traitants doivent avoir des garanties sociales de haut niveau.

DANS LES LUTTES

Retour en images...

Manifestation contre le gaz de schiste



15 000 participants défilaient parmi lesquels Corinne Morel-Darleux et François Jacquart

Le 26 février à Ville neuve de Berg en Ardèche



A venir

Commissions permanentes

Jeudi 31 mars et Vendredi 1er avril

Assemblée plénière

Jeudi 7 avril et vendredi 8 avril

Ordre du jour prévisionnel: (sous réserve de modifications)

SPRF

Yasuni

Numérique

Lutte contre les discriminations

Service civique

EXTRAIT DE LA MOTION

L'ASSEMBLEE DE CORSE
DECLARE LA CORSE COMME « TERRE SANS EXPULSION »,
SE DECLARE SOLIDAIRE DANS LES DEMARCHES DE RECONNAISSANCE DE
LA PLACE DES IMMIGRES, Y COMPRIS LES SANS-PAPIERS, DANS LA
SOCIÉTÉ INSULAIRE, S'OPPOSE AUX EXPULSIONS DE JEUNES
MAJEUR(E)S ET DE FAMILLES DONT LES ENFANTS SONT SCOLARISÉS, EN
LES PLAÇANT SOUS SA PROTECTION AFIN D'OBTENIR LA RÉGULARISATION
ET LEUR PERMETTRE LA POURSUITE DE LEURS ÉTUDES,
S'ENGAGE À EXPRIMER SA SOLIDARITÉ AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES EN VUE D'OBTENIR LEUR RÉGULARISATION, LE CAS
ÉCHÉANT, ET AFFIRME QUE SES REPRÉSENTANTS PROLONGERONT CETTE
DÉMARCHE DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION OÙ ILS SIÈGENT,
ASSURE QUE LES ÉLÈVES MENACÉS D'EXPULSION ET/OU LEURS PARENTS
OBTIENDRONT SON PARRAINAGE POUR LES ACCOMPAGNER DANS LEURS
DÉMARCHES DE
RÉGULARISATION.

3 QUESTIONS À

DOMINIQUE BUCCHINI

PRÉSIDENT
DE
L'ASSEMBLÉE
DE
CORSE



Pourquoi une région prend-elle cette décision qui dépasse pourtant ses simples compétences ?

J'ai considéré qu'en tant que collectivité territoriale française, la Corse ne pouvait pas se désintéresser des problématiques nationales. Bien entendu, il n'est pas de notre compétence de régler la question des immigrés sans papiers. Mais je pense aussi qu'une région a le droit et le devoir de se positionner dès lors que les principes républicains qui sont notre souche culturelle commune, sont remis en cause par des politiques injustes et immorales.

Par ailleurs, la Corse a fondé sa culture sur les valeurs d'accueil, de solidarité et de défense des opprimés. Il m'a semblé que nous ne pouvions pas nous désintéresser d'une question essentielle, qui est celle des droits humains. Les immigrés sont nombreux aussi en Corse et nous ne pouvions pas ne pas intervenir dans le débat public sans donner le sentiment que nous les abandonnions à leur propre sort. Les sans-papiers participent à

l'économie de la Corse et le sort qui leur est réservé est profondément injuste. J'ai souhaité que nous marquions par cette motion notre solidarité avec eux. Je crois savoir par ailleurs que d'autres régions vont prendre des motions dans ce sens et je m'en réjouis. Ce sera une façon démocratique de faire pression pour tenter d'inverser la politique gouvernementale sur ce sujet.

Avez-vous rencontré des obstacles à l'adoption de cette motion ?

Saisi par des associations humanitaires-« réseau sans frontière » et « avà basta »- j'ai donc présenté une motion au nom du groupe communiste ; le groupe « Femu a Corsica » (Nationalistes modérés) ayant également déposé une motion sur ce thème, moins complète, il est vrai, que la nôtre, nous nous sommes mis d'accord pour fusionner les deux motions en synthétisant les « considérants » tout en conservant intégralement le cœur de notre propre projet.

La motion a été débattue sans tabous. Cinq des sept groupes de l'Assemblée l'ont votée (Gauche et Nationalistes « modérés ») ; mais, je le regrette, la Droite et le groupe « Corsica Libera » (nationalistes) ne nous ont pas suivi et n'ont pas participé au vote.

Valeur juridique ou valeur symbolique ?

La motion a certes une valeur symbolique, mais elle traduit le sentiment de beaucoup d'Insulaires et peut être que les autorités réfléchiront à deux fois avant de mettre en marche la machine répressive et judiciaire.. Il n'est pas nécessaire non plus qu'une telle motion ait une valeur juridique pour être prise en compte. La motion est ce que je qualifierais de motion « morale » et c'est ce qui en fait sa force.